

1968 : aux frontières de la rupture

Adolfo Gilly¹

1. Entre 1968 et 1969, un long cycle de rébellions contre l'ordre mondial du capital semble être arrivé à maturité ; cycle lui-même né au sein de l'onde longue d'expansion économique qui débuta au cours de la seconde guerre mondiale.

Il semble que ce fut un moment qui a été proche d'une rupture, mais une *rupture qui n'a pas eu lieu*. En revanche, ce qui se produisit, dans un premier temps avec diverses concessions à l'état rebelle des sociétés et des nations, puis à partir de 1975 avec la restructuration globale du capitalisme et du marché mondial, ce fut un *rétablissement de l'ordre*, selon le titre heureux du livre de Milan Simecka sur le 68 à Prague.

S'il en est ainsi, 68 ne fut pas un début, comme nous voulions le croire – « *Ce n'est qu'un début*² » – mais un point culminant. Ce fut, peut-être, le début d'autre chose : celui d'une remise en ordre des rapports sociaux en Occident et des relations politiques entre l'Occident et le reste du monde, le tout précédant la restructuration du capital de 1975 à 1989 et la nouvelle phase de l'économie mondiale à partir de 1990.

Nous pouvons appeler ce cycle une *modernisation de longue durée*, même au risque que le terme ne se dilue dans l'étendue de l'acception que nous voulons lui donner. Un cycle dans lequel les rébellions – sociales, démocratiques, raciales, culturelles, des jeunes – imposèrent des changements à l'ordre établi qui ne pouvaient se faire contre lui qu'au travers de processus de rupture. Mais ces mêmes changements, une fois les ruptures apaisées, se sont révélés indispensables pour dissoudre ou abolir les entraves archaïques et permettre ainsi une nouvelle phase d'expansion du capital, laquelle était mûre du point de vue des connaissances et de la technologie mais pas encore du point de vue des rapports sociaux.

Pour pouvoir être ce héraut, 68 devait être aussi l'apogée d'un long cycle de remise en cause des rapports de domination/subordination au sein des pays clés d'Occident et entre ceux-ci et le vaste secteur de l'humanité qu'on appelle le tiers-monde.

68 fut vécu par ceux qui le firent comme un apogée, comme une menace à l'ordre établi, comme une promesse de rapports sociaux imprégnés de nouvelles valeurs humaines, et c'est ainsi qu'il est resté dans la mémoire historique. Pour cela je préfère l'appeler *aux frontières de la rupture* – celle qui ne put être – alors que le noyau dur de l'ordre résista. Mais ni intact, ni inchangé.

À ce carrefour dangereux – un de ceux où l'histoire aurait pu prendre un virage différent (J. B. Priestley avait bien raison dans ses conjectures théâtrales sur le temps) –, dans le cadre d'une mobilisation des étudiants et des jeunes qui parcourut pays et continents, plusieurs facteurs se combinèrent :

- une attaque du capital par le travail, au moins en France, en Italie et en Argentine ;
- une révolution pour l'indépendance, au moins au Vietnam et en Tchécoslovaquie ;
- une mobilisation de la jeunesse et une mobilisation sociale pour la démocratie, au moins au Mexique, en Tchécoslovaquie et en Pologne ;
- une mobilisation contre la guerre et le racisme aux États-Unis ;
- une éclosion de changements, mûris dans les années 1960, dans les habitudes, les rapports entre les personnes et les cultures de la jeunesse dans les grandes villes du monde, Berkeley, New York, Berlin, Prague, Amsterdam, Mexico, Madrid et ce pays composé de cités qu'est l'Italie, jusqu'à atteindre, dans la ville universelle, Paris, le haut niveau des symboles de l'époque.

Ceux qui remettaient en question l'ordre de ce monde étaient les enfants de la grande expansion économique de l'après-guerre. Et, il ne faut pas l'oublier, quand ils se lançaient à essayer de changer la vie, le quasi plein emploi protégeait leurs arrières, semblait assurer leur avenir et donnait alors à leurs mouvements liberté et énergie.

Les changements apportés par 68 ont été irréversibles. Les années 1950, la véritable décennie de plomb d'un monde épuisé par la guerre, ont été mises à l'écart, avec leurs antiéros symboliques : Joseph McCarthy, Staline, Pie XII.

2. 68 fut précédé et préparé par l'effondrement du vieil ordre colonial, particulièrement sur le continent africain. Si l'indépendance de l'Inde (1948) et la victoire de la révolution chinoise (1949) concluent les réajustements postérieurs à la seconde guerre mondiale, l'Algérie initie en 1954 la longue marche de la libération des pays africains et arabes. Sans autre appui extérieur, alors, que celui des Algériens résidant en France. La même année, Diên Biên Phû marque l'humiliante défaite de l'une des plus importantes armées coloniales de l'époque, infligée par les soldats et chefs militaires vietnamiens.



Ce n'est qu'un livre,
continuons le débat

www.syllepse.net
alteréditeur

1. Texte paru dans *Nexos* (1993), Mexico, traduction : Michel Picquart.

2. En français dans le texte.

Personne ne peut oublier la puissance de l'impact combiné de ces événements en France et en Europe.

En 1956, l'expropriation du canal de Suez fut un autre des aspects de la révolution coloniale africaine. En 1962, quand la France signe les accords d'Évian et reconnaît l'indépendance algérienne, la décolonisation du continent, retardée encore dans les colonies portugaises et dans le sud de l'Afrique, avait pour l'essentiel été accomplie.

Les Damnés de la terre de Franz Fanon, publié en 1961, fut le manifeste politico-littéraire de cette libération. La préface de Jean-Paul Sartre était une marque de l'alliance avec ce qui serait la nouvelle gauche métropolitaine. Il ne faut pas oublier, en effet, que le retrait des puissances coloniales fut le résultat d'une convergence entre la révolution dans les colonies – dont les directions présentaient différents degrés de radicalité – et la résistance de la jeunesse métropolitaine à servir de chair à canon dans les guerres coloniales. Tout comme elle avait eu lieu aux États-Unis après l'intensification de l'intervention militaire au Vietnam, cette combinaison, très claire dans le cas algérien, se répéta des années plus tard, à la fin du cycle, avec la Révolution des œillets au Portugal en 1974.

3. À la même époque, la confrontation belliqueuse entre les États-Unis et l'Union soviétique arriva à l'extrême avec la crise des fusées. Elle fut précédée par la confrontation entre l'Union soviétique et les grandes puissances européennes – Grande-Bretagne et France – à propos de la nationalisation du canal de Suez. Dans les deux cas, l'Occident et le tiers-monde observaient une convergence des révolutions nationales – l'Égypte dans un cas, Cuba dans l'autre – avec l'appui militaro-nucléaire de l'Union soviétique.

La crise des fusées d'octobre 1962 fut, sans doute, le moment où cette confrontation arriva à un point intolérable. Si nous le suspicions à l'époque, nous savons maintenant – grâce à la conférence de janvier 1992 à La Havane et à d'autres témoignages et documents – que ce fut seulement par hasard, et non pour une autre raison, que la guerre nucléaire n'éclata pas à ce moment. Si les troupes des États-Unis avaient débarqué dans l'île – décision qui se discutait à Washington sur la base de l'hypothèse erronée que l'ordre de riposte dépendait de Moscou et non de La Havane –, les fusées nucléaires seraient parties de Cuba vers le territoire des États-Unis et l'irréversible et l'irréparable auraient eu lieu.

Cet *instant intolérable* de confrontation nucléaire entre les États-Unis et l'Union soviétique n'a pas encore été exploré dans toute sa signification.

Malgré la différence entre la virtualité de ce conflit qui ne s'est pas produit et la matérialité des conflits armés aux frontières – le Vietnam, par exemple –, il est possible d'affirmer que dans la conscience des nations et de leurs sociétés, cette confrontation de fin du monde – littéralement au bord de l'Armagedon – marque plus qu'aucune autre le climat de l'époque. *C'est dans ce climat que mûrit 68.*

Dans cette confrontation, il y eut de surcroît un élément ineffaçable. C'était la première fois qu'elle avait lieu aux portes de la « forteresse américaine ». C'était aussi la première fois qu'un petit pays, une quasi ex-colonie des États-Unis, osait lever une main armée de fusées nucléaires contre le territoire de la métropole impériale. C'est ce défi qui ne fut jamais pardonné à Cuba et à son régime. Comme dans le cas du

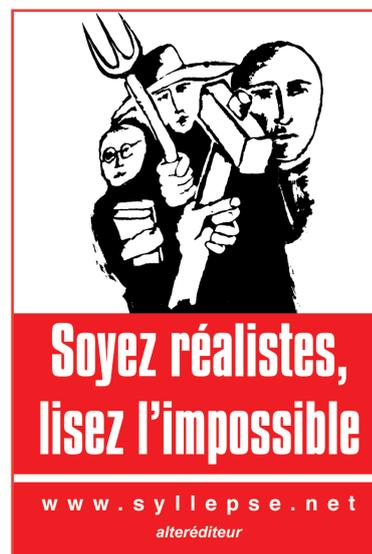
Vietnam, ce sont les tripes mêmes de l'empire, là où se trouve sa mémoire, qui se souviennent et crient vengeance.

Passé ce moment de confrontation finale, il est possible de discerner dans les deux pouvoirs mondiaux d'alors un mouvement de repli mutuel tacite ou explicitement concerté : une espèce de second Yalta qui ne voulait pas dire son nom. En 1964, les deux grands protagonistes avec Fidel Castro de la crise d'octobre, Kennedy et Khrouchtchev, furent écartés du pouvoir : l'un assassiné, l'autre destitué. Chaque superpuissance semble laisser les mains libres à l'autre pour mettre de l'ordre dans son propre camp. L'Union soviétique s'enterme dans sa longue querelle avec la Chine, rétablit l'ordre à Prague et à Varsovie en 1968 et accentue ses pressions pour aligner Cuba sur sa politique. Les États-Unis ne sont pas étrangers à la contre-révolution dévastatrice en Indonésie (1965), voient d'un bon œil la chute de Ben Bella en Algérie (juin 1965), interviennent militairement à Saint-Domingue (1965), appuient Israël dans la guerre des Six jours (1967), intensifient leur escalade militaire contre le Vietnam et soutiennent ou sont à l'origine de toutes les opérations de rétablissement de l'ordre en Amérique latine, du Brésil en 1964 au Chili en 1973, sans relâcher un seul instant leur pression sur Cuba.

Il est important de souligner que les guérillas africaines, latino-américaines et le Vietnam ne furent pas les seuls à tenter, sans y parvenir, de sortir de ce schéma bipolaire. Entre 1963 et 1965, Cuba et l'Algérie esquissèrent un rapprochement, dans le but d'établir une espèce de mini-axe révolutionnaire qui leur aurait permis d'échapper au second Yalta et d'éviter de prendre parti et de se trouver pris dans la querelle sino-soviétique. La visite de Ben Bella à La Havane en 1963 et le voyage de Che Guevara en Algérie en 1965 sont les sommets visibles de cette tentative audacieuse et quelque peu utopique qui a été close par la chute de Ben Bella en juin de la même année.

4. La paix de Yalta et l'ordre mondial qui en résultait ont été sur le point de se rompre entre 1956 (Suez) et 1962 (Cuba). Entre ces deux dates, sont venus se placer, et non par hasard, les deux rapports dévastateurs de Khrouchtchev sur Staline et le stalinisme (20^e et 22^e congrès du PCUS).

À ce moment, un des deux grands gardiens de cet ordre, l'Union soviétique dut affronter un défi ouvert à l'intérieur même



de son système : la Pologne, et surtout la Hongrie (1956). En Hongrie notamment, une révolution nationale contre la tutelle soviétique s'articula entre les conseils d'usines, la mobilisation de la jeunesse et de la société tout entière et la rébellion du gouvernement (Imre Nagy) et de son armée (Pal Maleter). Démocratie politique et indépendance nationale en étaient les objectifs. Les tanks soviétiques rétablirent l'ordre ancien.

Il est certain que plusieurs années séparent 1968 de la révolution hongroise. Mais pas suffisamment pour ne pas la considérer comme un antécédent. On constate en effet sa continuité dans le Printemps de Prague où la même combinaison apparut : un gouvernement communiste rebelle agissant pour la démocratisation, une rébellion de la jeunesse et de la nation et l'apparition généralisée des conseils d'usines.

Comme en Hongrie, comme en Pologne, les usines furent un sujet caractéristique du Printemps de Prague. Comme elles le furent pendant le Mai français, le Mai rampant italien et dans la furieuse vague d'occupations d'usines en Argentine entre 1969 et 1970. C'était un air à la mode. Si le monde a changé, ce n'est pas une raison pour que la mémoire du chroniqueur ou de l'historien en fasse autant.

Avec l'indépendance et la démocratie, le pays industriellement le plus avancé de l'Europe dominée par l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie, cherchait la modernisation et la rupture avec le climat d'asphyxie intellectuelle et technologique propre à la domination bureaucratique. Dans les années 1960, le cinéma et la littérature avaient été les hérauts de ce printemps.

La raison d'État, la loi des blocs (la doctrine brejnévienne de la « souveraineté limitée ») et la raison de Yalta ont pris le dessus. Les tanks ont mis fin à ce qui aurait pu être la dernière tentative pour initier, dans ce qui était le bloc soviétique, un changement vers la démocratie et une modernisation qui n'aurait pas été en même temps une entrée dans le capitalisme.

La rupture à l'Est a été étouffée à Prague alors qu'elle recommençait à avoir des échos à Varsovie et à Budapest.

5. Le Mai français fut précédé, comme chacun sait, par divers mouvements des travailleurs français. Aucun d'eux ne permettait de présager que Mai aurait lieu. Un autre antécédent immédiat, cette fois-ci international, le prépara : l'offensive du Têt au Vietnam et la longue occupation de l'ambassade des États-Unis à Saïgon par les guérilleros vietnamiens.

Il ne me revient pas d'ajouter ici quelque chose à tout ce qui a été dit et écrit quant à l'originalité absolue et à la créativité du mouvement des étudiants et de la jeunesse en France. Je veux cependant rappeler, dans le cadre de cette optique d'une rupture qui n'a pas eu lieu, que l'occupation des usines par dix millions de travailleurs avec le drapeau rouge pour emblème fut un événement sans précédent dans l'histoire française. Sans pouvoir aller plus loin, les deux mouvements instaurèrent dans les faits la vision d'un monde différent, non conçu comme une utopie, mais comme une réalité possible, en marge des appareils politiques et syndicaux réellement existants. Appareils qui, partout, durent se réorienter avec retard aux rythmes des événements, après avoir tenté d'y résister, comme cela fut le cas pour le PCF.

Grève générale, usines occupées, drapeaux rouges sur leurs frontons et barricades étudiantes dans les rues étaient,

en fait, un défi qui restait dans les limites tolérées par le système. Il est facile de constater aujourd'hui que le reflux de la vague et le retour à la normalité étaient inévitables. Cela n'était ni envisageable ni visible de la même façon quand les faits se déroulaient et marquaient, de toute façon, un partage des eaux politique et culturel dans le siècle.

6. Ce fut peut-être en Italie que, au cours de ces années, le mouvement vers la rupture toucha le plus profondément les structures sociales. S'il est besoin de chercher des antécédents, il faut remonter à la grève des 100 000 ouvriers des usines Fiat de Turin au début de 1962 et aux combats de rue de la Piazza Statuto. Le 68-69 italien s'est formé dans les conflits d'usines et dans l'élaboration théorique de quelques courants de la gauche socialiste, dont un des précurseurs marquant fut Raniero Panzieri.

Le processus, déjà fortement influencé par le Mai français, se généralisa et culmina dans les mobilisations étudiantes de 1968 et, plus encore ; dans les mouvements des travailleurs (Pirelli, 1968 ; Fiat, 1968-1969). Dans ces mobilisations qui touchent les usines et les villes italiennes, ce qui se joue, c'est le contrôle des processus de production. On y élit des délégués de département et des commissions d'usine. On y remet en question le contrôle sur les entreprises et l'organisation capitaliste du travail. On y transforme les structures syndicales traditionnelles qui, au début, furent hostiles et débordées par ce mouvement.

Il atteignit son apogée durant l'« automne chaud » de 1969 qui fut une véritable prise d'assaut de la direction du capital sur les lieux de production. De là surgirent des changements durables dans les rapports entre capital et travail : au niveau de la production, des lois et de la culture sociale. Si le Mai rampant fut long et diffus, le rétablissement de l'ordre le fut aussi. Il dura pendant toutes les années 1970 – avec ses multiples turbulences, et entre autres la grande vague du féminisme italien – jusqu'à la défaite des ouvriers de Fiat en 1980.

L'« automne chaud » avait permis au monde du travail de défier le Capital jusqu'aux limites d'une rupture. Il laissa des séquelles indélébiles. Mais il n'alla pas plus loin. En effet, de même qu'en France, parmi ses protagonistes sociaux, il n'y avait pas d'idée claire – pouvait-elle exister ? – de ce qu'il y avait, s'il y avait quelque chose, au-delà de ces limites.

7. Durant ces mêmes années, aux États-Unis, le mouvement contre la guerre du Vietnam et le mouvement noir de libération (avec ses dirigeants et programmes divers, voire opposés) prirent de l'ampleur. Comme en France, en Italie, en Allemagne et au Mexique, les universités se mobilisèrent, connurent des grèves, des meetings et des fêtes, envahirent les villes, défièrent les mœurs et la morale établies. Moins radical dans ses contenus de classe, le mouvement aux États-Unis l'était cependant à un degré extrême quand il refusait d'appuyer et de participer à la guerre coloniale contre le Vietnam, quand il sabotait le moral de l'armée et défiait publiquement les ordres de mobilisation. C'était un énorme mouvement anticolonial au sein de la métropole dont les participants, contrairement aux Français et aux Italiens, ne remettaient pas en cause l'ordre politico-social établi, mais qui, dans les faits et dans l'action, se lançait contre un de ses piliers : la guerre extérieure.

Comme on le sait, la désagrégation du front interne, surtout parmi la jeunesse, fut un facteur déterminant dans la défaite des États-Unis au Vietnam. Cette expérience, quoi qu'on dise, n'a jamais été effacée de la conscience de cette nation. Elle fut une partie de la grande crise de l'Occident de la fin des années 1960.

8. Dans ce climat, inoubliable pour qui le vécut et, comme toujours, difficilement traduisible par écrit, se prépara la rébellion étudiante et populaire mexicaine de 1968. Je dis inoubliable parce que la mémoire enregistre ce que parfois les chroniques ne disent pas : l'énorme influence qu'eurent les événements du Mai français dans l'imagination des étudiants mexicains.

Les nouvelles et les images de Paris semblaient dire que tout était possible et que les étudiants – ce secteur si mouvant, imprévisible et important dans les structures de classes même non encore consolidées de nombreux pays latino-américains – pouvaient oser changer le monde. Ces images se combinaient avec l'impact durable de la révolution cubaine, animée en 1959 par une direction qui, formée à l'Université de La Havane, était arrivée au pouvoir les armes à la main et continuait à résister à la *bête noire* traditionnelle du nationalisme mexicain : les États-Unis.

Le 68 mexicain commença, précisément, quand une manifestation de jeunes célébrait l'anniversaire du 26 juillet essaya d'entrer sur le Zocalo, la grande place de Mexico, face au Palais national et à la cathédrale. Cette enceinte était interdite aux manifestations. Vouloir l'envahir était un défi. Entre autres revendications, les manifestants demandaient les droits démocratiques et la libération des prisonniers politiques. Certains étaient emprisonnés depuis 1959 – neuf ans – pour avoir dirigé une grève ferroviaire, d'autres appartenaient à divers groupements de gauche et étaient emprisonnés depuis 1966. La manifestation fut réprimée par la police montée, armée de gourdins et protégée par casques et boucliers. Trois jours auparavant le même corps de police avait envahi les locaux d'une école technique et frappé les étudiants. Le gouvernement déclarait qu'il était nécessaire d'assurer la « paix publique » à la veille de la 19^e Olympiade qui commençait à Mexico au mois d'octobre suivant. Il préparait, en réalité, un grand massacre.

Les jeunes manifestants du 26 juillet, loin de se disperser, répondirent à l'agression. Comme le rappelle aujourd'hui Carlos Monsivais : « Ce qui se passe en une seule nuit est vertigineux : camions brûlés, courses poursuites, affrontements et barricades dans le vieux quartier universitaire, encerclement par la police montée de l'École normale San Ildefonso, entrée en force dans les ateliers où s'imprimait le journal du Parti communiste mexicain ; au total, les actions inqualifiables du terrorisme d'État. Le jour suivant, le chef de la police Luis Cuesta donne les noms de quelques-uns des soixante-seize détenus. Ce qui est arrivé, déclare-t-il avec véhémence, est « un mouvement subversif [...] qui tend à créer une atmosphère d'hostilité pour notre gouvernement et notre pays à la veille des 19^e Jeux olympiques ». À l'aube du 30 juillet, deux sections de parachutistes et un bataillon d'infanterie, avec des tanks légers, des jeeps équipées de canons de 101 mm et des bazookas prennent d'assaut deux écoles normales et l'école technique n° 5, non sans détruire au bazooka une porte de l'École normale San Ildefonso. »

Pendant les mois d'août et septembre, le mouvement étudiant pour la liberté des anciens et des nouveaux prisonniers politiques s'étend et s'intensifie. Les étudiants de l'Université nationale et de l'Institut polytechnique forment un Conseil national de grève qui assume la direction du mouvement. Conseil qui est constitué de délégués d'écoles et de facultés élus dans les assemblées et responsables devant elles. Les militants étudiants parcourent la ville, distribuent des tracts, réalisent des meetings éclair et des prises de paroles dans les autobus, et s'affrontent à la police en divers points de la ville. Il y a des blessés et des morts, on ne sait pas combien parce que la presse, totalement contrôlée par le gouvernement, n'informe pas et seuls les tracts et les rumeurs transmettent les nouvelles.

Le recteur de l'université, Javier Barras Sierra, appuie publiquement le mouvement, prend la tête d'une des manifestations et la couvre de l'autorité de sa charge. Le 27 août, les étudiants occupent le Zocalo lors d'une énorme manifestation avec le soutien de la population de la ville, et se dirigent ensuite vers la prison de Lecumberri pour exiger la libération des prisonniers. Le 13 septembre, une autre grande manifestation parcourt le centre de la ville. Le gouvernement répond en envoyant l'armée occuper le campus universitaire. Les manifestations se succèdent, appuyées par la population. Le nombre de prisonniers politiques augmente au fur et à mesure de la croissance du mouvement étudiant dont les principales requêtes sont la libération des prisonniers politiques, la destitution des chefs de la police, la dissolution de la police montée, l'abolition de la législation répressive et l'indemnisation des familles des morts et des blessés.

Ce que j'ai résumé jusqu'ici n'est autre qu'une mobilisation pour les droits civils et démocratiques et contre un gouvernement autoritaire et répressif, contre un parti d'État qui détient le pouvoir sans interruption depuis au moins 1929. Plus qu'aux menaces et aux intentions du mouvement, le pouvoir répondit selon ses vues et ses obsessions qui sont le propre des régimes de parti unique qui se confondent eux-mêmes avec la nation et avec l'État. Tout comme le fera vingt-cinq ans plus tard le régime chinois sur la place Tiananmen, le régime mexicain brisa le mouvement étudiant pour la démocratie avec le massacre du 2 octobre 1968. L'attaque de l'armée contre une manifestation d'étudiants réunie sur la place des Trois Cultures à Tlatelolco fit, selon les estimations crédibles, entre 300 et 400 morts. L'ordre fut donné par le président Gustavo Díaz Ordaz.

La cruauté perverse de la décision devient plus évidente si on se souvient que le mouvement étudiant était alors dans une phase de repli. Une négociation avec les quelques concessions que les étudiants attendaient aurait pu conclure le mouvement et faire l'économie de la tuerie. Cependant, le régime ne pouvait pardonner le défi et voulait un châtement exemplaire. Il le fit payer très cher.

Le mouvement avait duré 68 jours et prit fin en laissant, en plus des morts, plusieurs centaines de prisonniers politiques qui ne commenceront à être remis en liberté qu'en 1971. Le 7 octobre 1968, les Jeux olympiques furent inaugurés sous la devise officielle orwellienne : « Tout est possible dans la paix ! » Ceux qui parmi nous, de nos cellules de la prison de Lecumberri purent les suivre à la télévision, virent comment deux athlètes noirs des États-Unis, en montant sur le podium après avoir obtenu la première et la seconde place dans une

des épreuves, saluèrent l'hymne de leur pays en levant un poing ganté de noir, symbole du Pouvoir noir de cette époque ; et comment une gymnaste tchécoslovaque, en écoutant du même podium l'hymne soviétique, baissa la tête et croisa un bras sur sa poitrine en signe de deuil pour l'occupation de son pays.

La société mexicaine a changé depuis 1968 et, à différents niveaux, des normes démocratiques et des habitudes civiles se sont développées. Cependant, le même parti a continué sans interruption à gouverner le pays. Et vingt-cinq ans après, le moment n'est pas encore venu qu'il accepte le principe de l'alternance, c'est-à-dire que le régime politique arrête d'identifier le parti avec le gouvernement, le gouvernement avec l'État et l'État avec la nation. La démocratie au Mexique, pour laquelle se mobilisèrent et furent réprimés les étudiants et les Mexicains de 1968, reste toujours une aspiration en attente.

9. Y eut-il en 1968 et dans ses prolégomènes que nous venons de résumer, un danger ou une menace de rupture de l'ordre global existant ? En regardant les choses à un quart de siècle de distance, la réponse semble négative. Les protagonistes l'ayant vécu étaient certainement convaincus du contraire. Mais sans cette croyance, 68 ne serait pas arrivé à ce qu'il fut réellement ; pas plus d'ailleurs qu'aucun autre mouvement identique de l'histoire.

Y eut-il ce que j'appelle les frontières d'une rupture, c'est-à-dire, un défi généralisé à l'ordre mondial établi après Yalta ? Défi qui n'était souhaité par aucun des signataires de cet ordre et qui fut lancé par ceux qui en étaient exclus. Je répondrai affirmativement. Selon les circonstances et la vie politique propre de chaque pays, chaque expression nationale de 68 était une synthèse spécifique de ce défi, que les protagonistes l'aient ou non imaginé. Que ce soit l'attaque ouvrière contre le capital, la rébellion coloniale contre les empires, les luttes pour la démocratie, contre la guerre, pour de nouvelles sensibilités, cultures et libertés, pour l'irruption de la jeunesse et des femmes dans les espaces politiques et sociaux contrôlés jusqu'alors presque exclusivement par les hommes adultes.

Mais, viable ou pas, la menace de rupture généra des changements dans l'ordre établi. Des changements qui s'appelèrent par la suite modernisation ou restructuration. Sans le conflit portant sur la direction du capital sur les

lieux de production, ni l'introduction des technologies microélectroniques, ni la réorganisation de la production, ni les rapides changements dans l'entreprise et le travail, ni l'utilisation de l'information n'auraient été aussi rapides. Ce ne fut pas la concurrence intercapitaliste, comme pourraient l'indiquer les apparences, mais la confrontation limitée entre travail et capital qui donna, à ce dernier, l'impulsion initiale à sa restructuration radicale et globale. Sur celle-ci, la concurrence joua son rôle à fond.

De la même façon, la confrontation militaire contribua à accélérer l'innovation technologique et la transformation du capital. Un autre facteur concomitant fut la crise et la fin de la domination coloniale classique et l'émergence de nouvelles couches dirigeantes dans ces pays. Pays qui redéfinirent au travers des guerres de libération les rapports entre les nations et la relation du capital des métropoles avec les nouveaux États nationaux.

Les mobilisations pour les droits civiques et contre la discrimination raciale aux États-Unis créèrent à leur tour les conditions pour modifier les rapports capitalistes au sein même de leur paradis. De la même façon, la libération des mœurs augmenta les échanges de tout type au sein desquels le capital pu augmenter sa latitude dès lors qu'aucune autre forme d'organisation sociale ne le menaçait. De leur côté, les guérillas d'Amérique Latine, à la fois filles de la révolution cubaine et de 68, furent, à un coût souhaité par leurs protagonistes, en fait les précurseurs ou les promoteurs de la modernisation des sociétés agraires et de la démocratisation des États oligarchiques dictatoriaux.

S'il en est ainsi, la génération rebelle de 1968, comme beaucoup de gens le pensent, ouvrit les portes à un monde nouveau, mais qui ne fut pas celui qu'elle avait rêvé. Je crois qu'il importe peu de spéculer sur le destin de cette génération. Par contre, il s'agit de voir comment son irruption changea l'Occident et comment les nouveaux espaces qu'elle ouvrit, malgré tout, ne se sont pas refermés pour les nouvelles générations, en dépit des défis frustrés et des rêves non accomplis. Si la réalité n'a pas été bouleversée, si ce fut la rupture qui ouvrit le chemin à un nouvel ordre opposé à celui qu'ils rêvaient, il est certain que l'ordre antérieur ne revint pas et que les façons d'imaginer et de projeter l'avenir changèrent.

10. Un qui n'était déjà plus jeune, Ernesto Che Guevara – il atteignait les 40 ans – devint pour la jeunesse étudiante un emblème universel du sentiment et de l'éthique de leurs mouvements. Dans son éloignement de Cuba et du pouvoir pour reprendre le combat à partir de rien, dans sa non-appartenance à un pays mais à tous, dans ses gestes, dans sa vie et sa mort, Che Guevara semblait symboliser le destin réalisé de ces jeunes qui ne voulaient pas prendre la place des pouvoirs existants, mais les rejeter. Mort en Bolivie l'année précédente, son image apparut dans toutes les manifestations de 1968 presque comme un programme de Vie.

Pour cette génération imaginative, Che Guevara représentait l'incarnation du mythe révolutionnaire tel que l'avaient conçu Georges Sorel et José Carlos Mariategui, à l'influence desquels Guevara n'était pas étranger. Peu importe de savoir si cette image correspondait à la réalité de leurs idées. Il importe de noter que la simultanéité de la figure du Che parcourant le monde résumait l'esprit de 68 : on voyait



en lui l'opposition au pouvoir avant celle de la lutte pour le pouvoir. Que ce soit un défaut ou une vertu, ou les deux, n'est pas l'objet de cet écrit. Le Che n'était pas anarchiste, mais un homme qui renonçait à un pouvoir qu'il avait déjà perdu à Cuba pour essayer la conquête d'un autre qui reste encore à conquérir en Amérique du Sud. Il n'y a pas réussi.

Le zénith de sa fulgurante carrière était resté derrière lui lors de la crise d'octobre 1962. Guevara avait l'âge de Dante quand ce dernier, *nel mezzo del cammin di llostra vita*³, commença son voyage aux Enfers. Bien qu'il ne l'ait jamais su — personne ne connaît, sauf trop tard ou jamais, l'apogée de sa propre vie l'intuition de ce point culminant apparaît dans sa lettre d'adieu à Fidel Castro.

En 1969, un écrivain hongrois et juif de 24 ans, Miklos Harazsti, traduisit dans une poésie le regard ironique et rebelle avec lequel sa génération avait perçu le défi et la mort du guérillero et avait fait du Che le mythe-image de la rupture de 1968. Elle avait pour titre *Les erreurs du Che* :

1. Subjectivisme

Comme il ne connaissait pas les règles de l'administration
il ne put jamais affirmer sa popularité
sur des bases objectives
Pour faire taire la rumeur
dans les meetings il informait
les masses des secrets des dirigeants

2. Complicité

Il était tout à fait d'accord avec les Nord-Américains
on a des indications sûres
qu'il maintenait une complicité objective avec eux
Par exemple il voulait
autant de Vietnams
et pas un de moins tout comme les Nord-Américains

3. Hypocrisie

C'était un imposteur car il ne croyait même pas
dans la force de ses propres idées
Il ne cessa jamais d'affirmer qu'il n'y aurait et qu'il n'y a
de révolution si personne ne la fait

4. Gauchisme

Il prêchait une morale du travail pour le travail
mais à dire vrai
niait obstinément
Que la reconnaissance de tous ceux
dont le symbole est l'argent
nous stimule pour des actes héroïques

5. Aventurisme

En plein milieu de sa carrière
il abandonna sa famille
une famille nombreuse
Préférant les actions spectaculaires
aux honorables charges de médecin, banquier, ministre,
au titre vénérable d'ancien combattant

6. Révisionnisme

Il se disait marxiste
mais il ignorait curieusement
ce que l'humanisme vérifiait depuis deux mille ans
À savoir que
qui par les armes combat
par les armes mourra.

11. On dit parfois que la génération de 1968 arriva au pouvoir et s'y installa. Si cela est vrai pour quelques individus, ce ne l'est pas pour beaucoup ni pour la génération, si nous prenons en compte les millions de personnes qui, sous des formes innombrables, se sont mis en mouvement pour essayer de changer la réalité. Le destin d'une génération ne se mesure pas à ceux qui s'installent aux sommets, mais à ceux qui, sans arriver à autre chose qu'à réaliser leur vie, vécurent leur jeunesse en cohérence avec leurs idées, quand la vie n'avait pas encore pour eux la force matérielle d'amarrer leurs idéaux.

Je préfère voir les générations et les changements d'une autre façon. Je préfère regarder, génération après génération, l'enchaînement des abnégations et des ruptures des jeunes, et qui, chez nombre d'entre eux, durent autant que leurs idées, jusqu'à un âge avancé de leur vie. Je préfère unir la succession des générations qui va des populistes russes des années 1880 du siècle passé aux anarchistes, aux socialistes et aux syndicalistes-révolutionnaires du tournant du siècle et des deux premières décennies du nôtre. Lier la génération des bolcheviks, des communistes, des rebelles des colonies et des Brigades Internationales dont la jeunesse enflamma les années de feu du 20^e siècle, à son héritière, la génération de la fin de la guerre, de la libération et de l'après-guerre. La génération qui comme celle de Che Guevara atteignait vingt ans en 1948 et celle qui eut vingt ans il y a un quart de siècle, en 1968 et qui voulut, comme les autres, changer la vie et le monde.

En regardant ainsi, nous distinguerons peut-être les contours d'un cycle de rébellions qui se répète et se renouvelle chaque fois, une succession d'aventures individuelles et collectives vitales qui, quel que soit le destin postérieur de chacun, marquent jusqu'au bout les jeunes qui se lancèrent dans ce cycle.

Chacune de ces générations vécut, à sa façon et à son époque, le mythe de la lutte finale, cette « illusion très ancienne et très moderne », cette « étoile de toutes les renaissances », comme le Péruvien José Carlos Mariategui, au milieu des années 1920, appelait le mythe récurrent qu'il décrivait dans son essai intitulé, précisément, *La Lutte finale* : « Le millénaire messianique n'arrivera jamais. L'homme arrive pour de nouveau partir. Il ne peut, cependant, se passer de la croyance que toute journée nouvelle est la dernière. Aucune révolution ne prévoit celle qui viendra, même si elle en porte la semence dans ses entrailles [...]. L'impulsion vitale de l'homme répond à toutes les questions de la vie avant la recherche philosophique. L'homme illettré ne se préoccupe pas de la relativité de son mythe. Cela ne lui serait pas possible, il ne le comprendrait pas. Mais généralement il trouve son propre chemin, mieux que le littéraire et que le philosophe. Puisqu'il doit agir, il agit. Puisqu'il doit croire, il croit. Puisqu'il doit combattre, il combat. Il ne sait rien de la relative insignifiance de son effort dans le temps et dans l'espace. Son instinct l'écarte du doute stérile. Il n'a pas d'autre ambition que ce que peut et doit ambitionner tout homme : accomplir bien sa journée. »

Et comme des hommes, il en est aussi des générations.

3. «Au milieu du chemin de notre vie». En italien dans le texte.